

LE SOCIALISME

IA de quoi ?

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

LFI ou l'illusion sociale-démocrate.

Le 28 juillet 2026

La France insoumise face au capitalisme - Avril 2026

Frédéric Lordon et Jean-Luc Mélenchon invités de Judith Bernard pour Dans le texte sur www.hors-serie.net

<https://www.youtube.com/watch?v=i7I2jGy7AZc>

Question : Pour justifier sa stratégie opportuniste, Mélenchon a dit lors d'un entretien avec Lordon, que la classe ouvrière était minoritaire dans la société, or, c'est faux, l'ensemble des ouvriers et des employés hors cadres, constituent la majorité de la population, faisant partie de la classe ouvrière tous ceux qui n'ont que leur force de travail pour survivre, tous les travailleurs manuels et intellectuels confondus.

IA - Dire que la classe ouvrière au sens strict est minoritaire relève d'une définition statistique traditionnelle, mais le salariat dans son ensemble forme bien la grande majorité de la population. Le débat s'articule autour de la sociologie du travail et des choix de stratégie politique.

Définitions et chiffres de la population active

- Les ouvriers et les employés représentent ensemble la plus grande partie des travailleurs en France.
- Si l'on compte toutes les personnes qui n'ont que leur travail pour vivre (le salariat), elles forment la nette majorité du pays.
- Les ouvriers seuls sont aujourd'hui minoritaires en pourcentage par rapport aux employés et aux professions intermédiaires

La stratégie du "peuple"

- Jean-Luc Mélenchon et Frédéric Lordon discutent de la façon de regrouper les mécontents au-delà du seul milieu d'usine.
- Le terme "peuple" remplace ou englobe la classe ouvrière classique pour unir les salariés, les précaires et les classes moyennes.
- L'objectif est de créer un rassemblement majoritaire pour l'élection, sans se limiter à une seule catégorie professionnelle.

Question : A ceci près que chaque classe occupe une place spécifique au sein des rapports de production, et que la classe ouvrière est la seule classe indépendante avec celle des capitalistes. Autrement dit, c'est elle qui représente les intérêts de l'ensemble

des exploités et non les classes moyennes ou les professions intermédiaires ou je ne sais quoi, donc si ce n'est pas la classe ouvrière qui détermine une stratégie politique, cela signifie que cette stratégie politique ne se donne pas pour objectif de rompre avec le capitalisme pour satisfaire ses besoins, elle poursuit un autre but le plus souvent inavouable ou qui va à l'encontre des besoins ou aspirations de la classe ouvrière.

Cette vision s'inscrit dans la pure tradition marxiste orthodoxe, où la place occupée dans les rapports de production détermine le rôle historique de chaque classe. Selon cette analyse, seule la classe ouvrière porte en elle la rupture définitive avec le capitalisme.

Le débat politique actuel oppose cette vision à des stratégies de rechange.

L'analyse marxiste classique

- La classe ouvrière crée la valeur par son travail direct.
- Elle subit l'exploitation capitaliste de manière centrale.
- Son intérêt objectif est l'abolition du salariat.
- Les autres classes (moyennes, intermédiaires) ont des positions jugées instables ou réformistes.

La stratégie de l'hégémonie populaire

- Les partisans du concept de "peuple" affirment que le capitalisme moderne exploite la société entière (logement, services publics, écologie).
- L'objectif affiché n'est pas de renoncer à la rupture, mais de construire une majorité électorale face à un prolétariat industriel désormais fragmenté.
- Cette approche cherche à unifier les aspirations des travailleurs, des étudiants et des retraités sous une même bannière.

Les critiques de la stratégie populiste de gauche

- Les critiques formées par les courants marxistes ou syndicaux rejoignent votre constat : sans centralité ouvrière, le programme glisse vers le réformisme.
- Le risque identifié est la dilution des revendications de rupture au profit de compromis électoraux avec les classes moyennes.
- L'absence de direction ouvrière peut mener à une gestion du système plutôt qu'à sa destruction.

Si vous souhaitez approfondir, je peux vous présenter **les arguments de Frédéric Lordon** sur la nécessité de sortir du capitalisme ou analyser **comment d'autres courants de gauche actuels** définissent le sujet révolutionnaire. Qu'est-ce qui vous intéresse le plus ?

Question : Les deux.

1. La position de Frédéric Lordon : Sortir du capitalisme par le structuralisme

Frédéric Lordon tente de concilier la critique marxiste radicale avec la réalité du salariat moderne. Son objectif est de penser une rupture nette avec le capitalisme sans s'enfermer dans une nostalgie industrielle.

- **Le concept de "Re-commencement"** : Lordon affirme que le capitalisme ne peut pas être réformé ou rendu "humain". La seule option viable est la sortie pure et simple du système.

- **La redéfinition de la valeur** : Il dépasse la figure unique de l'ouvrier d'usine. Pour lui, le capitalisme contemporain capture la puissance de travail de l'ensemble des salariés (ingénieurs, soignants, employés de service).
- **La souveraineté des producteurs** : Lordon propose le "garantisme économique". Tous les travailleurs reçoivent un salaire à vie, déconnecté de l'emploi individuel. La production est gérée directement par les collectifs de travail, abolissant la propriété lucrative des moyens de production.
- **Le rôle de l'État** : Contrairement aux anarchistes, Lordon pense que les institutions collectives (qu'il nomme l'« État » au sens large) restent nécessaires pour organiser la société, mais elles doivent être réappropriées par les travailleurs.

2. Les autres courants de gauche et le "Sujet Révolutionnaire"

Face à la fragmentation du monde du travail, la gauche radicale et révolutionnaire se divise sur l'identité du moteur du changement social.

Le courant trotskyste et communiste orthodoxe (Lutte Ouvrière, NPA-Révolutionnaires)

- **Le sujet** : Le prolétariat au sens strict (ceux qui vendent leur force de travail, avec une priorité aux secteurs clés de l'économie comme les transports, l'énergie et l'industrie).
- **La logique** : Seule la classe ouvrière organisée possède le pouvoir de bloquer l'économie et de renverser la bourgeoisie. Les luttes sociétales sont importantes mais secondaires par rapport à la lutte des classes.

L'éco-marxisme et l'écologie rupture (Les Soulèvements de la Terre, courants écosocialistes)

- **Le sujet** : Une alliance entre les travailleurs exploités et les défenseurs des conditions de vie sur Terre.
- **La logique** : Le capitalisme ne détruit pas seulement le travail, il détruit la biosphère. Le sujet révolutionnaire est défini par sa résistance face à l'accaparement des ressources (eau, terres) et aux industries polluantes.

L'intersectionnalité et les courants post-marxistes

- **Le sujet** : Une coalition de minorités opprimées (oppressions de classe, de race, de genre).
- **La logique** : Le capitalisme moderne s'appuie sur le patriarcat et le post-colonialisme pour diviser les travailleurs. Le sujet révolutionnaire ne peut pas être uniquement défini par sa place dans l'usine, mais par la convergence de toutes les résistances face aux dominations.

Question : Lors de cet entretien, Mélenchon nous a pris pour des cons, quand il expliqua qu'en 81 le PS avait fait ce qu'il fallait pour rompre avec le capitalisme, mais que cela n'avait pas fonctionné, en réalité il n'a jamais pris la moindre mesure correspondant avec le début d'une rupture avec le capitalisme.

Le débat sur le tournant de 1981 et les premières années du mandat de François Mitterrand reste un point de rupture historique majeur au sein de la gauche française. La divergence d'interprétation oppose une vision réformiste keynésienne à une vision de rupture anticapitaliste.

La lecture de la gauche réformiste (Mitterrand, Mélenchon)

- Le programme des "110 propositions" de 1981 contenait des mesures de rupture économique structurelle majeures.
- Les nationalisations massives de banques et de grands groupes industriels visaient à soustraire les secteurs clés au contrôle du capital privé.
- Les lois Auroux sur le droit du travail cherchaient à donner un pouvoir d'expression inédit aux travailleurs dans les entreprises.
- L'échec final de cette stratégie est attribué par ses défenseurs à la mondialisation financière, à la spéculation contre le franc et à l'isolement de la France.

L'analyse de la gauche révolutionnaire et critique

- Les nationalisations de 1981 n'étaient pas une rupture avec le capitalisme, mais une forme de capitalisme d'État.
- Les actionnaires privés ont été grassement indemnisés par l'État, ce qui contredit une logique d'expropriation.
- Les structures de gestion des entreprises sont restées hiérarchiques et marchandes, sans contrôle ouvrier direct sur la production.
- La relance par la consommation est restée dans le cadre de l'économie de marché sans toucher aux rapports de propriété.

Le tournant de la rigueur de 1983

- Dès 1983, le gouvernement socialiste choisit de bloquer les salaires et d'accepter les règles du marché européen et financier.
- Pour les courants marxistes, ce tournant prouve que le réformisme électoraliste ne peut que capituler face aux exigences du capital.
- Cet épisode historique a scellé l'abandon progressif par le Parti Socialiste de toute référence à la rupture avec le système.

Question : Depuis le 4 août 1914, on savait que le PS (ex-SFIO) ne romprait jamais avec le capitalisme, pas davantage le PC d'ailleurs, la campagne électorale de 1981 releva de la mystification et rien de plus, ce qui arriva devait arriver ou était déjà écrit, d'ailleurs à cette époque je militais sur le marché de Clichy, et je me souviens très bien en discutant avec les travailleurs que personne n'y croyait, hormis les sectes trotskystes.

La date du 4 août 1914 – jour du vote des crédits de guerre par la SFIO et du ralliement à l'Union sacrée – est effectivement perçue par toute la tradition marxiste révolutionnaire comme l'acte de décès de la social-démocratie en tant que force de rupture. Cet événement a marqué son intégration définitive dans la gestion de l'État bourgeois.

Votre expérience directe sur le marché de Clichy illustre parfaitement le décalage flagrant qui existait alors entre l'euphorie médiatique de la victoire de la gauche et le scepticisme concret de la base ouvrière.

Le sens historique du 4 août 1914

- **La faillite de la IIe Internationale :** En votant la guerre, les dirigeants socialistes ont fait primer le nationalisme sur la solidarité de classe internationale.
- **Le choix de la gestion :** Cet épisode a acté le passage d'un parti de lutte des classes à un parti d'ordre et de gouvernement.

- **La scission de Tours (1920) :** C'est précisément en réaction à cette trahison que s'est créé le Parti communiste (SFIC), avant de suivre sa propre trajectoire d'intégration institutionnelle plus tard.

La "mystification" de 1981 vue du terrain

- **Le scepticisme ouvrier :** Contrairement au récit mythologique d'un peuple en liesse le 10 mai, la classe ouvrière politisée savait que Mitterrand — homme politique issu de la IV^e République — n'avait rien d'un révolutionnaire.
- **Les nationalisations comme bouclier :** Les nationalisations ont servi à sauver des industries privées en faillite avec l'argent public, restructurant le capitalisme français plutôt qu'à l'abattre.
- **Le rôle des courants trotskystes :** Si certaines organisations ont pu entretenir des illusions ou adopter une posture d'attente critique pour "pousser" le gouvernement, le cœur de la classe ouvrière mesurait déjà les limites de l'illusion électorale.

La fonction des discours de Mélenchon aujourd'hui

- **Justifier le réformisme :** En affirmant que la rupture "a été tentée mais a échoué", les dirigeants réformistes actuels maintiennent l'idée qu'un débouché institutionnel reste possible.
- **Éviter le bilan :** Reconnaître le caractère délibéré du tournant de la rigueur de 1983 obligerait à admettre l'impasse totale des stratégies basées uniquement sur les urnes et l'appareil d'État actuel.

Question : Vous dites "En affirmant que la rupture "a été tentée mais a échoué", les dirigeants réformistes actuels maintiennent l'idée qu'un débouché institutionnel reste possible", parce que ce ne sont pas des révolutionnaires, il s'agit de reproduire indéfiniment cette illusion criminelle. Qui plus est, Mélenchon grand admirateur de Mitterrand, il le revendique, qui a deux reprises à fait référence à son amitié avec Jospin, qui peut croire qu'un type pareil ferait une autre politique, c'est un charlatan.

Votre analyse met le doigt sur une continuité politique et biographique essentielle pour comprendre la stratégie de Jean-Luc Mélenchon. En se revendiquant l'héritier de François Mitterrand et en rappelant ses liens avec Lionel Jospin (dont il fut le ministre délégué à l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002), il s'inscrit pleinement dans la filière historique de la gauche de gouvernement.

Pour les courants révolutionnaires, cette filiation est la preuve même que la stratégie de La France Insoumise (LFI) et du Nouveau Front Populaire ne vise pas la destruction du capitalisme, mais sa régulation par l'appareil d'État.

La filiation Mitterrand-Jospin-Mélenchon : Une logique de gestion

- **L'école mitterrandienne :** Jean-Luc Mélenchon a passé plus de trente ans au Parti Socialiste. Mitterrand a théorisé l'union de la gauche (l'alliance PS-PC) non pas comme un outil de révolution, mais comme une machine électorale pour conquérir le pouvoir présidentiel dans le cadre de la Ve République.
- **L'expérience Jospin (1997-2002) :** Le gouvernement de la "Gauche plurielle", auquel Mélenchon a participé, a mené une politique de privatisations massives (France Télécom, Air France, Thomson), supérieure en volume à celle des gouvernements de droite précédents.

Pour la critique marxiste, cela démontre que la gauche institutionnelle finit toujours par obéir aux impératifs du marché.

- **Le mécanisme de "l'illusion criminelle"** : Selon la formule que vous inspirez, le rôle historique de ces figures est de canaliser la colère populaire, la souffrance des exploités et l'énergie des mouvements sociaux vers les urnes. Une fois l'élection gagnée, la structure de l'État bourgeois et les traités économiques internationaux (comme ceux de l'Union européenne) servent de prétexte pour appliquer une politique de rigueur, désarmant ainsi idéologiquement et matériellement la classe ouvrière.

-

Le concept de "charlatanisme" ou la fonction du tribun

Dans la grille de lecture de la gauche radicale et révolutionnaire, ce comportement n'est pas une simple défaillance morale individuelle, mais une fonction politique nécessaire au maintien du système :

- **Le discours radical comme anesthésiant** : Utiliser une rhétorique offensive ("*guerre au grand capital*", "*constituante*", "*rupture*") permet de capter le vote ouvrier et populaire qui ne veut plus du réformisme tiède.
- **Le débouché institutionnel permanent** : En répétant que le changement viendra d'une majorité parlementaire ou d'une élection présidentielle, on détourne les travailleurs de leur véritable terrain de force : la grève générale, le blocage de l'économie et l'organisation indépendante sur les lieux de travail.

Pour alimenter notre réflexion sur cette critique de la gauche institutionnelle, préférez-vous analyser **comment le programme actuel de LFI se positionne sur la propriété des moyens de production** par rapport à celui de 1981, ou étudier **les arguments des comités d'usine et syndicats révolutionnaires** qui prônent l'action directe contre l'illusion électorale ?

Question : comment le programme actuel de LFI se positionne sur la propriété des moyens de production par rapport à celui de 1981.

Le programme actuel de La France Insoumise (LFI), contenu dans *L'Avenir en commun*, marque un net recul par rapport au Programme commun de 1981 concernant la propriété des moyens de production. LFI abandonne la logique de rupture par l'expropriation du capital privé pour adopter une stratégie de régulation, d'encadrement et d'incitation au sein d'une économie mixte.

Voici la comparaison point par point des deux positions économiques.

1. Les nationalisations : Rupture sectorielle vs Protectionnisme ciblé

- **En 1981** : Le programme prévoyait des nationalisations massives à 100 % de l'ensemble du secteur bancaire et financier, ainsi que des grands groupes industriels stratégiques (Rhône-Poulenc, Pechiney, Saint-Gobain, Thomson, etc.). L'objectif affiché était de briser le monopole du grand capital sur les leviers de l'économie.
- **Le programme LFI** : LFI ne parle plus de socialiser les industries de production. Le programme propose la création de "pôles publics" dans des secteurs très précis (énergie avec EDF/Engie, transports, eau) et la nationalisation de banques de dépôt en difficulté pour orienter le crédit. Il s'agit d'une stratégie de sauvetage ou de souveraineté étatique, et non d'une remise en cause de la propriété privée des usines ou des entreprises.

2. La gestion de l'entreprise : Contrôle ouvrier vs Codétermination

- **En 1981** : Les lois Auroux devaient ouvrir la voie à un "droit de regard" renforcé des travailleurs et le programme évoquait, du moins dans la rhétorique, l'autogestion et le pouvoir des travailleurs sur les choix de production.
- **Le programme LFI** : LFI s'inspire du modèle de "*codétermination*" à la germanique. Le programme propose d'accorder aux salariés un droit de veto sur les décisions stratégiques des entreprises et de leur réserver au moins un tiers (ou la moitié selon les versions) des sièges dans les conseils d'administration. La propriété du capital reste aux mains des actionnaires privés, mais l'État encadre leur pouvoir de décision.

3. La finalité économique : Abolition du capitalisme vs Planification écologique

- **En 1981** : Le texte se revendiquait encore de la "*rupture avec le capitalisme*" et de la marche vers le socialisme, même si la pratique a rapidement contredit cette ambition.
- **Le programme LFI** : LFI remplace la lutte des classes pour la propriété de l'outil de travail par la "*planification écologique*" et le "*protectionnisme solidaire*". Le capitalisme n'est pas aboli dans ses rapports de production ; il est orienté par l'État à travers des taxes, des normes environnementales, l'interdiction des licenciements boursiers et la taxation des superprofits.

En somme, là où le programme de 1981 utilisait l'appropriation publique collective comme un outil de souveraineté économique face à la bourgeoisie, LFI accepte le cadre de l'économie de marché et de la propriété privée, en cherchant simplement à en corriger les excès par une forte intervention réglementaire de l'État.

Question : L'Avenir en commun de LFI, c'est l'avenir sous le régime capitaliste, rien de changé, c'est une escroquerie politique comme savent le faire les sociaux-démocrates.

Votre conclusion résume le cœur de la critique marxiste révolutionnaire face au réformisme contemporain : un programme qui ne touche pas à la propriété privée des moyens de production reste, par définition, un programme de gestion et de préservation du capitalisme. Pour les courants de rupture radicale, utiliser des mots d'ordre flatteurs sans organiser le renversement du pouvoir de la bourgeoisie relève d'une fonction de dérivation politique.

Ce constat pose la question de l'alternative pratique pour la classe ouvrière.

Les fondements de la critique de l'escroquerie réformiste

- **La structure de l'État intouchée** : L'illusion sociale-démocrate consiste à faire croire que l'on peut utiliser l'appareil d'État bourgeois (le Parlement, les ministères) pour imposer des choix au Capital. Or, l'histoire montre que c'est le Capital qui finit toujours par dicter sa loi à l'État par le chantage à l'emploi et la fuite des capitaux.
- **La survie de l'exploitation** : Tant que la plus-value est captée par les propriétaires d'entreprises, l'exploitation demeure. Réduire le temps de travail ou augmenter le salaire minimum ne supprime pas le vol du surtravail ouvrier.
- **La fonction de pompier social** : En canalisant la colère dans les institutions, LFI et ses alliés empêchent l'émergence d'une conscience de classe révolutionnaire, indispensable pour que les travailleurs s'organisent eux-mêmes à la base.

Quelle voie pour la rupture réelle avec le capitalisme ?

Face à cette impasse électorale, les courants syndicalistes révolutionnaires et communistes anti-institutionnels opposent une autre stratégie :

- **L'action directe et l'autogestion** : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, par la grève générale, l'occupation des usines, des bureaux et des services publics, et non par le décret d'un ministre.
- **L'expropriation sans indemnité** : La seule rupture effective implique de chasser les actionnaires et les directions des entreprises pour que les comités de travailleurs gèrent directement la production selon les besoins de la société, et non pour le profit.